

L'allocution interdite de la Libre Pensée par quelques sbires un peu brutaux

Chers amis, chers camarades, citoyennes, citoyens.

L'unité qui s'est réalisée ce jour contre les violences policières est historique. Jamais dans les annales du **mouvement ouvrier, démocratique, social**, on n'a vu **132 organisations aussi diverses** s'associer pour les **Marches de la liberté** que nous connaissons. J'insiste : cette unité inclut des comités de quartiers, en particulier de quartiers dits sensibles, stigmatisés perpétuellement par le gouvernement et les forces policières, abandonnés de fait par l'état, des organisations laïques, démocratiques et républicaines comme la nôtre, des organisations syndicales et des organisations politiques.

Et il ne s'agit pas d'accords d'appareils au sommet. La manifestation d'aujourd'hui n'est pas une opération politico-syndicale, c'est une **expression du mouvement profond de la population contre l'injustice, l'arbitraire, la violence étatique des forces de polices**.

Les six ans de règne d'**Emmanuel Macron** peuvent se résumer en six ans de répression et de violence contre tout signe de révolte de la population. Cela a commencé avec le soulèvement populaire des **Gilets jaunes**, s'est poursuivi avec l'emprisonnement massif de la population lors d'une pandémie à la gestion sanitaire désastreuse qui a révélé l'état de tension terrible de notre système de santé. Cela s'est poursuivi avec les gazages, nassages, et arrestations multiples pendant les grandioses manifestations contre l'injuste réforme des retraites.

Pendant ce temps, on ne compte plus les blessures infligées aux manifestants par les tirs tendus de **LBD** – dont rappelons si les balles sont de caoutchouc la douille est à poudre, ce sont des armes à feu, les grenades dites de désencerclement, les violences physiques sur des personnes à terre, comme on l'a vu à Rennes même. Comment s'étonner alors, que **l'assassinat à bout portant du jeune Nahel** lors d'un contrôle routier ait mis le feu aux poudres dans les banlieues et divers quartiers du territoire. Symptômes et réaction de territoires abandonnés des services publics, la seule réponse du pouvoir a été la répression et des centaines d'arrestations en aveugle que la justice n'a pu valider.

On a entendu **Emmanuel Macron** menacer les familles qui « *ne savaient pas tenir leurs jeunes* ». Oui, la place des comités de quartier dans nos marches de ce jour est naturelle. On a pu voir et entendre, notamment dans la conférence de presse nationales d'avant-hier l'appel de bons nombres de ces comités au soutien des organisations syndicales, c'est-à-dire au mouvement ouvrier. C'est une marque de ce qui est en marche, et qui ne s'arrêtera pas aujourd'hui.

Les forces de l'ordre n'agissent pas n'importe comment dans n'importe quelle situation. Elles sont le **bras armé du ministre de l'Intérieur**, lui-même vassal du **Président de la République** dans cette cinquième qui n'a de république que le nom. La violence que nous connaissons est, il faut le dire et **l'Appel national** l'a dit sous une certaine forme, **une violence d'état**. On sait que, pour ce qui concerne nos marches, **Gérald Darmanin** a envoyé dans son courrier aux forces de l'ordre que « *certain (contestataires) n'hésitent pas à profiter de ces manifestations pour vous outrager ou pour appeler à la violence (et) scandent les pires slogans porteurs de haine contre les serviteurs de l'État et les institutions de la République* ». Comment, sans le dire ouvertement, autoriser la répression ?

La **Libre Pensée** n'appelle pas à la violence et souhaite que notre marche se déroule pacifiquement, mais l'animosité contre les **Darmanin, Borne, Macron et les institutions vermoulues de la Vème République** dépasse maintenant immensément les « *contestataires* » traditionnels. Depuis le coup de force du **49.3** contre les retraites, depuis les lois scélérates

« **sécurité et liberté** » et « **visant à conforter les principes de la République** » le ressentiment de la population laborieuse et de ses jeunes est profond. Le sentiment d'injustice est considérable, il faut y mettre un coup d'arrêt alors, pour pasticher quelque peu *la Marseillaise*,

Marchons, Marchons et que nos pas, entravent la répression.

Je vous remercie.

Jean-Sébastien Pierre
Président de la Fédération nationale de la Libre Pensée